

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Maintenant, ils vont avoir le temps d'inventer de nouveaux impôts.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Nous pourrions avoir deux ou trois budgets par an au lieu d'un.

M. Hales: Sans doute. Je ne suis pas d'accord avec le ministre lorsqu'il déclare que la recommandation concernant la Monnaie avait été faite dans le rapport Glassco. Je ne pense pas que la Commission ait recommandé cela, ni qu'elle ait suggéré que le receveur général du Canada devienne le préposé aux achats du pays. Je suis sûr que la Commission Glassco aurait préféré qu'on laisse ce soin à ce qu'on pourrait appeler le secrétaire trésorier de la Corporation du Canada.

Je termine en disant que nous avons hâte d'entendre de plus amples commentaires de la part d'autres députés. Je suis sûr que des collègues de ce côté-ci de la Chambre auront bien des choses à dire sur les modifications proposées, lors de l'examen des articles du bill.

M. Burion: Monsieur le président, l'établissement de ce nouveau ministère fait suite, comme on l'a déjà signalé, à quelques-unes des recommandations du rapport Glassco. Comme le disait le député de Wellington, ce rapport fut soumis au gouvernement canadien le 1^{er} octobre 1962. Et voilà qu'après plus de six ans, nous établissons enfin ce ministère. Ce long retard de la part du gouvernement est loin d'être une preuve de l'efficacité recommandée par la Commission.

Le bill prévoit également la nomination de deux sous-ministres. Cette initiative peut se justifier en raison de la nouvelle structure du ministère, notamment aux niveaux inférieurs. Elle peut néanmoins paraître contestable à première vue. L'article 44(2), à la page 16 du bill, stipule:

Le ministre doit

a) étudier et mettre au point des services en vue d'accroître l'efficacité et de restreindre les dépenses de la fonction publique du Canada;

Beaucoup se demanderont si les moyens proposés conviennent à ces fins. J'apprécie l'idée d'une gestion appropriée à chacun des niveaux des ministères, mais je pense qu'il faut se mettre en garde contre la prolifération de fonctionnaires chargés de diverses responsabilités. Non pas qu'il faille diminuer le nombre de fonctionnaires dans chaque ministère, mais nous devons veiller à ne pas y avoir plus de personnel qu'il n'en faut pour promouvoir les objectifs et les politiques du gouvernement dans chaque secteur en cause.

[M. Hales.]

Comme le ministre l'a noté, le nouveau ministère sera chargé de l'achat des fournitures et d'autres activités connexes. Il s'occupera également de rationaliser les services mis à la disposition des autres ministères du gouvernement. Nous devrions, je pense, examiner ce qu'implique cette initiative et en déterminer les répercussions sur le fonctionnement et la politique du gouvernement. En raison de nombreuses situations nouvelles, dans les structures du gouvernement, c'est une initiative qu'il faut mûrement considérer, bien que pas nécessairement dans l'optique suggérée par le député de Wellington. Le nouveau ministère des Approvisionnement et Services s'occupera en premier lieu de l'achat des fournitures ainsi que de divers services de gestion et d'aide technique pour les autres ministères. Si je comprends bien, le Conseil du Trésor exerce un contrôle financier sur certaines activités du gouvernement.

Enfin, il y a le ministère des Finances qui, après tout, est au premier chef responsable de la politique fiscale et monétaire et de la direction générale de nos affaires économiques. Comme on l'a signalé, le ministère des Finances se verra relevé de certaines de ses responsabilités. Je ne pense pas qu'il y ait lieu de critiquer cette initiative. Le ministère des Finances tend, me semble-t-il, à devenir un ministère responsable des affaires économiques. Nous devons nous en féliciter car nous avons grand besoin d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental capable de faire face aux problèmes économiques de l'avenir.

Je pense que, du haut en bas de l'échelle, les programmes gouvernementaux devraient être mieux coordonnés. Il faut juguler la constitution d'autarchies au sein des ministères. Sans doute, les fonctionnaires servent-ils le gouvernement avec zèle; souvenons-nous, cependant, que la fonction publique est actuellement une structure fragmentée; elle devrait se fondre en un tout harmonieux. Très souvent, ce que dit un ministère ne représente pas la pensée de l'ensemble du gouvernement.

En raison de la balkanisation de la fonction publique, les porte-parole d'un ministère donné peuvent fort bien se trouver en conflit avec ceux d'autres ministères.

• (3.40 p.m.)

Quand le rapport Glassco a recommandé de centraliser les services d'achat, on a cru dans certains milieux que c'était une idée nouvelle. Cela existe depuis longtemps en Saskatchewan, comme le savent ceux qui y ont vécu. Je voudrais parler quelques instants d'une agence d'achat en Saskatchewan établie entre